

**Nations unies - Conférence de
l'ONU sur les océans - Séance
plénière - Intervention de
l'ambassadeur en charge des océans**
(New York, 06 juin 2017)

Madame la Présidente,

Excellences,

Mesdames et Messieurs les délégués, Distingués invités,

En premier lieu, permettez-moi de remercier les Nations unies de nous accueillir ici à New York, et de féliciter la Suède et Fidji pour leur initiative en faveur de l'Objectif de développement durable 14.

La France est fière de célébrer, à vos côtés, à la fois la journée mondiale des océans et cette conférence importante qui doivent, toutes deux, montrer notre volonté de promouvoir une politique mondiale de conservation et d'exploitation durable des mers et des océans.

Les mers et les océans sont depuis toujours le centre névralgique des échanges humains. Ils sont devenus la clé d'un développement durable pour les décennies à venir.

Nous sommes aujourd'hui à un carrefour et les choix que nous ferons, collectivement, pour orienter nos modes d'utilisation des océans seront plus que jamais déterminants pour l'avenir de notre planète toute entière. Irons-nous vers des océans prospères dont l'homme utilisera les ressources, en paix avec son environnement ? Ou allons-nous vers une utilisation suicidaire des ressources marines jusqu'à leur épuisement et les tensions et conflits que cela provoquera ? Tel est le dilemme que nous devons résoudre.

Après l'adoption du Programme de développement à l'horizon 2030 et l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, quelles que soient les vicissitudes rencontrées récemment, il s'agit désormais pour la communauté internationale d'affirmer clairement la conscience qu'elle a de la gravité des défis majeurs qui sont devant nous et qui obscurcissent notre avenir si nous ne savons pas les surmonter. Dans le même temps, le moment est venu d'affirmer les opportunités immenses que nous offrent les océans mais également leur fragilité. Nous croyons que l'Appel à l'Action envoie ces signaux. Je tiens à remercier les co-facilitateurs qui ont mené un travail remarquable en vue de son adoption que la France soutient pleinement.

La France, avec la deuxième zone maritime sous juridiction au monde, s'engage pleinement dans la conservation et l'exploitation durable des océans, des mers et de leurs ressources. Elle participe d'ailleurs à ce forum de manière multiple, grâce à la présence de certains de ses territoires du Pacifique que sont la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie. J'en profite pour les saluer. On sait l'importance de la région qu'ils représentent dans notre réflexion globale sur les océans.

Avec 22% de ses zones marines et côtières couverts par des aires marines protégées, la France a aujourd'hui largement dépassé l'objectif 11 d'Aïchi. En 2016, sous sa présidence, l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI) a adopté un plan d'action ambitieux pour préserver ces écosystèmes essentiels à la biodiversité marine et à la lutte contre le changement climatique. Enfin, je m'en voudrais de ne pas mentionner l'indispensable respect que nous devons avoir envers notre histoire maritime commune en protégeant le patrimoine archéologique subaquatique, souvent oublié dans nos réunions sur les océans.

La France, qui a eu l'honneur de présider les échanges qui ont mené à l'adoption de l'accord de Paris sur le climat, tient à rappeler fermement la nécessité absolue de sa mise en oeuvre pleine et rapide. Comme l'a dit récemment le président Macron, «il n'y a pas de plan B parce qu'il n'y a pas de planète B».

Les partenariats et alliances entre parties prenantes, telle que l'Alliance des initiatives Océan-Climat, doivent être renforcés et soutenus pour que les océans soient bien une solution et non plus une victime du réchauffement climatique.

Les océans, doivent être aussi, par le moyen de l'économie bleue, une solution au développement des États côtiers ou insulaires partout dans le monde. Cette économie maritime durable sera, je l'espère, au coeur des discussions de cette semaine et de semaines à venir. Elle est déjà au coeur de la coopération nécessaire entre les conventions de mers régionales et les organisations régionales de gestion des pêches ; au coeur des discussions en cours à l'OMC sur les subventions au secteur de la pêche ; au coeur enfin des enjeux d'un possible futur accord sur la biodiversité en haute mer que la France appelle de ses vœux.

La densité du programme de cette semaine est à la hauteur de l'ampleur des enjeux. Les nombreux engagements volontaires déposés, auxquels la France et l'Union européenne ont contribué, permettront, j'en forme le vœu, d'assurer une mise en oeuvre rapide et efficace de l'ODD14 et de son suivi dans le cadre du Forum politique de haut niveau.

Pour conclure mon propos, je souhaiterais revenir sur un mot qui me semble trop souvent absent de nos réunions, celui de respect, respect que nous devons aux mers et aux océans, berceau de la vie sur terre, respect que nous devons aux femmes et aux hommes qui en vivent, respect que nous nous devons à nous-mêmes et aux générations futures en nous donnant les moyens de mettre en oeuvre les engagements que nous prenons en faveur des mers et des océans. Je vous remercie./.